

l'histoire du Canada. J'ai donné un aperçu de ce qu'était le climat lorsque le budget a été présenté à la fin du premier trimestre de 1960 et j'ai indiqué comment cela démontrait combien certains étaient ignorants de la situation en faisant de telles prévisions.

Mais quelle est la situation à l'heure actuelle? Les ventes au détail d'octobre, dernier mois pour lequel nous possédons des chiffres, accusent une baisse de 4 p. 100. Mais au cours du ralentissement économique de la fin de l'année financière 1957-1958, les ventes au détail continuaient de tenir bon et aidaient, bien entendu, à empêcher le ralentissement d'empirer. Les chiffres du chômage indiquent que la situation actuelle est pire qu'en 1958, mais voici des dépenses pour la consommation, chose sur laquelle nous avons heureusement le droit de compter jusqu'à un certain point en 1958, mais aujourd'hui, nous sommes déçus. Les ventes au détail ont baissé de 4 p. 100 en octobre 1960. Pour la période janvier-octobre, elles accusent un léger fléchissement.

Permettez-moi de citer le dernier numéro du *Financial Post*. J'invite les honorables députés à comparer certaines de ses observations objectives aux déclarations qui ont été faites hier soir dans l'exposé budgétaire:

Alors que l'année 1960 touche à sa fin, le climat des affaires offre bien moins d'encouragement que l'année dernière.

L'activité commerciale atteignait alors l'apogée de l'expansion modérée qui s'est produite en 1958-1959. La production globale s'acheminait vers un sommet, les fabricants accroissaient leurs stocks, et même les valeurs enregistraient une reprise de fin d'année.

À l'heure actuelle, les tendances de la production et de l'embauche indiquent clairement que, dans l'ensemble, l'activité commerciale a fléchi légèrement depuis plusieurs mois et l'économie qui pénètre dans l'année 1961 est faible.

On fait savoir que des indices d'un revirement seront visibles lorsque les nouvelles commandes placées auprès des fabricants se feront de nouveau plus nombreuses. Les nouvelles commandes placées au Canada entre les mois d'avril à septembre ont été inférieures aux niveaux d'il y a une année. Aux États-Unis, il y a eu diminution progressive des nouvelles commandes pendant plusieurs mois. Autrement dit, la baisse a commencé plus tôt au Canada qu'aux États-Unis. Le nombre des faillites commerciales a augmenté.

Voici un passage que je relève dans le *Financial Post* d'il y a deux semaines, livraison du 2 décembre de cette année:

L'élément le plus important qui influera probablement sur le rythme des affaires au cours des prochains mois sera l'ensemble des mesures gouvernementales prises dans les deux pays en vue de contrebalancer le fléchissement actuel de l'activité économique et de réduire le chômage.

[M. Benidickson.]

Je me demande si le budget présenté hier soir nous a apporté le remède sur lequel nous devons fonder nos espoirs! Ce qui nous a le plus surpris hier soir c'est que le ministre n'a pas abordé du tout la question du taux de l'intérêt, bien qu'il ait sans aucun doute beaucoup entendu parler depuis quelque temps de la trop grande instabilité de notre marché monétaire. Il est toujours le premier, évidemment, à se vanter lorsque le taux d'intérêt baisse; toutefois, il ne nous a rien dit dans son exposé budgétaire, ni ailleurs, de la tendance actuelle qui est nettement à l'inverse depuis septembre.

Cette instabilité est fort inquiétante pour la collectivité financière. Si l'on examine le taux d'intérêt des bons du Trésor pour la période du 8 septembre au 15 décembre, je crois, date de la dernière offre, on constate des fluctuations très considérables du marché canadien. En vérité, l'écart entre le taux d'intérêt le plus bas et le plus élevé, et, certes, à la fin de la période en cause le taux était extrêmement élevé, cet écart dis-je, est de 2.27 p. 100 pour une période aussi courte. Par contraste, aux États-Unis, l'écart entre le taux le plus bas et le plus élevé depuis le 8 septembre jusqu'ici n'est que de .52 p. 100. Le résultat, c'est que l'argent reste plus cher au Canada qu'aux États-Unis et que, malgré les petites modifications d'impôt qui figurent au budget, la différence demeure toujours assez grande pour rejeter les emprunteurs canadiens sur le marché des États-Unis. C'est de là que vient la valeur élevée de notre dollar qui rend nos produits incapables de soutenir la concurrence dans le monde. C'est de là aussi que vient en grande partie certains de nos problèmes actuels de chômage.

Le ministre n'en a dit mot, mais comme je l'ai dit, les présidents de banque ne sont pas restés si silencieux. L'homme moyen a toujours cru sans doute que les banquiers se réjouissent quand le taux de l'intérêt est élevé. Ne sont-ils pas les prêteurs de capitaux et l'homme moyen s'imagine qu'ils tiennent à ce que le loyer de l'argent soit haut. N'empêche que, si le ministre des Finances ne s'inquiète pas du taux élevé de l'intérêt, les banques, elles, s'en soucient en ce moment, comme en font foi presque tous les relevés annuels publiés par les présidents de banques commerciales.

Je ne veux citer que de brefs passages de ces rapports annuels présentés, pour la plupart, à la fin de novembre ou au début de décembre. Le président de la Banque canadienne de commerce aurait déclaré, le 13 décembre:

Au cours du dernier quart de siècle, les sociétés de finances et les organismes qui reçoivent des prêts en dépôt dont l'administration échappe à l'influence de la Banque du Canada ont pris un essor considérable.